

RÉALISÉE PAR JEAN-CLAUDE ANTOINE

# partagé équitablement »

● **Quelle est la mesure qui manque dans ce budget ?**

— Il n'y a pas grand-chose pour la formation des jeunes. Beaucoup de jeunes diplômés dont l'État a financé les études secondaires ne reviennent pas à Maurice. Au point où le gouvernement a créé un *scheme* pour inciter les jeunes étrangers à venir travailler chez nous. Je ne suis pas contre les étrangers, mais je me demande si on va développer notre pays sans nos jeunes. Qu'est-ce qu'on a fait pour les encourager à revenir au pays après leurs études pour travailler en étant certain qu'ils seront traités de la même manière ? C'est quand même bizarre de se faire servir par des étrangers quand on va à la boulangerie, dans les centres commerciaux, les restaurants et même les hôtels. Où sont les Mauriciens ?

● **On a déjà posé la question et la réponse est simple : ils ne veulent pas faire un travail avec ce qu'ils estiment être des horaires contraignants, ce que les jeunes étrangers acceptent de faire...**

— Ce qui manque dans le budget et dans la politique du gouvernement, c'est un programme national pour faire prendre conscience aux Mauriciens qu'ils doivent non seulement penser à l'avenir économique du pays, mais participer à sa construction. Au lieu d'organiser les 12 célébrations de l'année prochaine, nous devrions organiser une semaine de rencontres entre les forces vives de ce pays : le gouvernement, les politiciens, le secteur privé, les syndicats, les ONG, les associations sociales, religieuses et culturelles, etc. pour répondre à ces questions fondamentales : où va notre pays ? ; que devons-nous faire pour son développement ? et comment ramener chez nous ces jeunes qui ont fait leurs études à l'étranger ? Nous avons besoin d'un *rethinking* de la mentalité mauricienne, d'une réflexion sur la meilleure manière et l'utilisation à bon escient de nos ressources naturelles et humaines pour faire repartir l'économie. Dans les années 1980, ces ressources ont été utilisées pour faire repartir le pays et l'économie après la grosse crise. Il y a eu une prise de conscience et un engagement national de la part d'une population qui ne voulait plus de *letan margoz* et de ses privations, et qui a travaillé pour cela. Mais depuis, il n'y a pas eu de gros problèmes économiques et les Mauriciens, surtout les jeunes, n'ont pas vécu des temps trop difficiles. Aujourd'hui, on a peine à se relever de la dernière crise parce que nos ressources ne sont pas mobilisées. Il faut un sur-



saut et un élan national pour faire repartir l'économie, et il faut le faire en s'assurant que tout le monde soit traité de la même manière. Équitablement.

● **Vous avez le sentiment que ce n'est pas le cas ?**

— Beaucoup de Mauriciens ont le sentiment qu'il n'y a pas toujours une reconnaissance des compétences, surtout celles de ceux qui sont à l'étranger. Beaucoup de Mauriciens pensent que les mérites ne sont pas toujours reconnus comme il le faudrait.

Ce qui m'inquiète dans le budget, c'est le manque d'analyse des effets et conséquences de notre situation démographique. On ne va pas développer ce pays qu'avec des étrangers: il faut donc galvaniser nos

jeunes. Ce budget se contente de dire aux vieux on augmente votre pension. Mais on ne fait pas appel à leur possible contribution intellectuelle et leur expérience pour faire rebondir le pays. J'ai le sentiment qu'on n'a pas vraiment incorporé le facteur population et sa participation à la pensée économique du gouvernement. Il faut cette participation de tous, chacun à son niveau. On n'a pas intégré dans le budget notre situation démographique qui demande une attention par rapport au ratio dépendance et par rapport au recours qu'on est obligé d'avoir auprès des étrangers. Tout cela vient toucher à la fibre du Mauricien et c'est pourquoi je préconise une réflexion au niveau de tous les Mauriciens, parce que nous sommes tous dans le même bateau.

● **Citons une déclaration du ministre : « Contrairement à ce que dit l'opposition, le pays ne va pas**

à la banqueroute. Nous savons quelle direction nous prenons. » Vous savez quelle est la direction que prend le ministre ?

— Dans son discours du budget, il a cité une phrase de l'économiste américain et Prix Nobel de l'économie Joseph Stiglitz, « *The only true and sustainable prosperity is to share prosperity.* » Je pense qu'il veut aller vers la prospérité partagée, et c'est très bien. À cela, j'ajoute le commentaire suivant : il faut que ce partage économique soit équitable dans le contexte mauricien, et ça, le ministre ne l'a pas dit.

● **Permettez-nous de terminer cette interview par une question très personnelle. Vous fêtez, ce dimanche, vos 53 ans de mariage avec Monique, votre épouse. À cette ère d'alliances — conjugales ou politiques — qui se délitent après quelques années, quelle est la recette pour faire durer un mariage dans le temps ?**

— Je vous rappelle que je suis économiste, pas conseiller conjugal, mais j'ai deux réponses à cette question à laquelle je ne m'attendais absolument pas. Je ne crois pas qu'il y ait de comparaison possible entre la vie conjugale et la vie politique. Ce qui permet la durabilité de la vie conjugale, c'est d'éviter le chacun pour soi et d'arriver à une entente sur tous les plans. Comme dans la vie, les membres d'un couple n'ont pas les mêmes opinions, le même regard, les mêmes attentes et les mêmes capacités, mais il faut arriver à travailler ensemble pour le bien et l'épanouissement communs. Et condition fondamentale : que le fruit de ce travail — comme celui de l'économie — soit partagé équitablement. Et j'insiste sur ce dernier mot.

## HUMEUR

**A**insi donc, les parlementaires de la majorité auraient *tapé latab* du Parlement 103 fois mardi dernier pour faire savoir à quel point ils ont apprécié le discours de plus 10 000 mots débité en deux heures par le ministre des Finances. Ont-ils vraiment écouté, et surtout compris le discours et son impact sur le quotidien de leurs mandants, ou ont-ils seulement fait ce à quoi ils ont été réduits : lire – mal – les discours qu'on leur a écrit ; répéter les arguments fournis pour les conférences de presse ; voter les motions d'urgence expulsant ou suspendant les députés de l'opposition et jouer au *taper latab* pour les passages de discours premier-ministériels ? Élus pour porter la parole de ceux qui ont voté pour eux, ils sont devenus les employés obéissants d'un parti politique. Plus précisément des gâte-sauce de Lakwizinn qui se prennent pour des grands chefs stratèges. Il faut voir avec quelle conviction ces élus disent ce qu'on leur dit de dire en n'oubliant pas de faire un compliment à « nou gran Premie minis » entre deux déclarations lues. Il vaut mieux les laisser mal lire au lieu d'improviser pour ne pas augmenter le collier de perles parlementaires qui s'épaissit à chaque séance parlementaire. Celles de la semaine prochaine, entièrement consacrées aux débats sur le discours du budget, devraient nous en faire découvrir de nouvelles. Mais au vu des premières déclarations des uns et des autres après le discours du budget,

## Les obéissants

est-ce qu'il y aura débat ou continuation du dialogue de sourds parlementaire au cours duquel personne n'écoute personne ? Depuis les dernières élections, chaque séance du Parlement est devenue un match de boxe où c'est à qui hurlera plus fort que les autres. De ce tapage, le Speaker ne semble entendre que les voix des députés de l'opposition. Il semble considérer que son travail est de les empêcher de parler, et s'ils osent passer outre, de les expulser avec le concours du Premier ministre et de son vice dans une farce qui se répète pratiquement à chaque séance.

Dans un premier temps, le Speaker repère le ou les membres de l'opposition dont il va s'occuper. Il les interrompt quand bon lui semble, leur coupe la parole, décrète que les termes qu'ils utilisent sont « unparliamentary » selon son humeur du jour et exige qu'ils soient retirés, avec des excuses. C'est ainsi qu'un mardi, le Speaker a décrété que le mot « shame » était « unparliamentary » et expulsa ceux qui avaient eu l'outrecuidance de l'utiliser et de refuser de le retirer. L'expulsion est automatiquement suivie d'une suspension de séance, dont l'opposition profite pour aller faire une conférence de presse de dénonciation des méthodes et du comportement du Speaker. À la reprise de la séance, le Premier ministre présente une motion d'urgence pour que les expulsés soient suspendus. Son vice — dont il semble que ce soit une des principales occupations — prend la parole et seconde la motion. Troisième mouvement de l'opération les *taper latab* de la majorité votent la motion et l'expulsion devient officiellement suspension. Certains pensent que les députés de la majorité se comportent comme des rubber stamp pour deux raisons : (i) obtenir un ticket aux prochaines élections en récompense de leur obéissance et (ii) s'ils ont de la chance — et les recommandations des gâte-sauce de Lakwizinn — obtenir un portefeuille si jamais il y a un remaniement ministériel d'ici aux prochaines échéances électorales.

Les enquêtes sur les vidéos montrant des policiers jouant aux tortionnaires ont dépassé le stade de la farce. Cela fait plus de deux semaines que les vidéos ont été postées sans que la police ne parvienne à expliquer comment un document montrant des officiers violant les Droits de l'homme des suspects a pu rester plus de deux ans au siège de la police sans provoquer l'ouverture d'enquêtes. On peut aussi se poser la question de savoir pourquoi l'avocat qui avait soumis la clé USB à la police est resté deux ans sans réagir ? Depuis la publication des vidéos, un grand numéro de *pa mwa sa, li sa* se joue aux Casernes centrales. L'ex-commissaire a eu la clé, mais ne l'a pas regardée et l'a donnée à un officier pour ouvrir une enquête. L'enquête n'a pas été ouverte et ça n'a pas semblé gêner outre mesure l'ex-commissaire de police. Par ailleurs, le nouveau, qui avait promis que des sanctions seraient prises, n'a pas encore mis sa menace à exécution. De quoi se demander si après l'agitation de ces dernières semaines, nous n'allons pas vers un *cover-up*. On peut aussi se demander si les responsables de la police ne sont pas comme les *backbenchers* de la majorité : des obéissants. Les uns tapent la table, d'autres bâclent une enquête...

JEAN-CLAUDE ANTOINE